



**PRÉFET
DES ARDENNES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement Grand Est

INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Arrêté préfectoral n°2026-053

portant abrogation de l'arrêté préfectoral n°2024-589 portant mise en demeure faite à la société MÉTAL BLANC pour les installations exploitées sur le territoire de la commune de Bourg-Fidèle (08230)

**Le Préfet des Ardennes
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre national du Mérite**

Vu le Code de l'environnement ;

Vu le décret du 16 juillet 2025 nommant M. Christian CHASSAING en qualité de préfet des Ardennes ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n°4786 du 31 mars 2008, délivré à la société MÉTAL BLANC pour les installations exploitées sur le territoire de la commune de Bourg-Fidèle (08230) ;

Vu l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°2024-589 du 25 septembre 2024 portant mise en demeure faite à l'entreprise MÉTAL BLANC de respecter les prescriptions applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement exploitées sur le territoire de la commune de Bourg-Fidèle (08230) ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2026-37 du 20 janvier 2026 portant délégation de signature à M. Joël DUBREUIL, secrétaire général de la préfecture des Ardennes ;

Vu le rapport de l'inspection de l'environnement référencé E2-LaP/DeF-n°25/560, du 22 décembre 2025 établi à l'issue de la visite d'inspection du 03 décembre 2025 ;

Vu la copie du rapport de l'inspection de l'environnement portée le 22 décembre 2025 à la connaissance de l'exploitant ;

Considérant ce qui suit :

1. La mise en demeure faite à l'entreprise MÉTAL BLANC, dont le siège social est situé 19 boulevard Malesherbes à Paris (75008), immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro SIREN 542 052 691, par arrêté préfectoral n°2024-589 du 25 septembre 2024, pour les installations qu'elle exploite au sein des parcelles dûment autorisées par l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n°4786 du 31 mars 2008 précité, sur le territoire des communes de Bourg-Fidèle (08230) est levée ;
2. Il y a lieu d'abroger l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°2024-589 du 25 septembre 2024 susvisé ;

Sur proposition du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est,

ARRÊTE

Article 1er : objet

L'arrêté préfectoral de mise en demeure n°2024-589 du 25 septembre 2024 à l'encontre de l'entreprise MÉTAL BLANC située sur la commune de Bourg-Fidèle (08230) est abrogé.

Article 2 : droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés

Article 3 : délais et voies de recours

En application de l'article L.171-11 du Code de l'environnement, cet arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

En application de l'article R.421-1 du Code de justice administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne, 25, rue du Lycée – 51036 Châlons-en-Champagne cedex, ou via l'application de télérecours citoyens à l'adresse <https://www.telerecours.fr/> dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux (adressé à M. le préfet des Ardennes – 1 place de la Préfecture – BP 60002 – 08005 Charleville-Mézières Cedex) ou hiérarchique (adressé à Mme le ministre de la transition écologique, de la biodiversité et des négociations internationales sur le climat et la nature – Hôtel de Roquelaure – 246 boulevard Saint-Germain – 75007 Paris) dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois le délai mentionné ci-dessus.

Article 4 : publicité

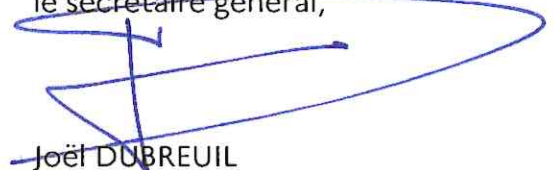
En application de l'article R.171-1 du code de l'environnement, une copie du présent arrêté sera publiée, pendant une durée minimale de deux mois, sur le site internet des services de l'État dans les Ardennes.

Article 5 : exécution

Le secrétaire général de la préfecture des Ardennes, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand-Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au directeur de l'entreprise MÉTAL BLANC et dont copie sera adressée au maire de la commune de Bourg-Fidèle.

Charleville-Mézières, le 21 JAN. 2026

le préfet,
pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général,



Joël DUBREUIL